



Les limites de la « nouvelle gauche » en Amérique latine, du modèle du Parti des Travailleurs brésilien

Par [Luis Basurto](#)

Mondialisation.ca, 29 août 2016

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Des anciens guérilleros latino-américains insurgés dès les années 1960, tels Dilma Roussef aujourd'hui du Parti des Travailleurs brésilien, se sont reconvertis dans de structures politiques de centre gauche de l'Amérique latine. Et sont parvenus/ues à se faire élire à la tête des États, comme le Brésil (avec Mme Roussef, cadre du POLOP, COLINA et VAR-Palmars, trois organisations guérilleras des années 1960, élue fin 2010, réélue fin 2014), l'Uruguay (avec José Mujica, cadre du MLN-Tupamaros, élu en 2009 à l'âge de 74 ans), de El Salvador (avec Salvador Sánchez Cerén, dirigeant du FMLN, élu en 2014) et du Nicaragua (avec Daniel Ortega, chef du FSLN, réélu depuis 2006 après avoir été au pouvoir entre 1989 et 1990).

Dilma Roussef est l'une des douze femmes, et seule guérillera, qui a été à la tête d'un État en Amérique latine, femmes telles Maria Estela Martínez de Perón (Argentine, 1974), Lidia Gueiler Tejada (Bolivie, 1979), Violeta Barrios de Chamorro (Nicaragua, 1990), Ertha Pascal-Trouillot (Haïti, 1990), Michelle Bachelet (Chili, 2006 et 2013), Cristina Fernández de Kirchner (Argentine, 2007 et 2011) et Laura Chinchilla (Costa Rica, 2010), pour les quatre premières et quatre dernières cheffes d'État.

L'éditorial du journal Le Monde du 26-08-2016, « La triste ironie de la chute de Dilma Roussef » (1), écrit un peu avec de larmes de crocodile, est pour nous source de réflexion et critique. Nous y soupçonnons un peu la main adoucie et narquoise, ou simplement l'esprit, de Paulo Paranagua, le sulfureux journaliste brésilien spécialiste de l'Amérique latine dans ce journal, un ex-guérillero, plus que repenté plutôt renégat (2).

Le sujet est en réalité vaste, car voilà quelques années qu'intellectuels, économistes, cadres dirigeants, sociologues, politistes, anthropologues et philosophes, entre autres, débattent en Amérique latine et ailleurs sur les limites du modèle de la « nouvelle gauche » dans cet ensemble géopolitique. Et cela bien avant la maladie et le décès d'Hugo Chavez. Les années 2000 furent plutôt fastes et optimistes, mais les années 2010 furent et sont néfastes, et le pessimisme est de mise : mort de H. Chavez et entrée du Venezuela dans une descente aux enfers économique et politique; fin de règne pour Cristina Fernandez et succession néolibérale argentine; suspension et destitution de Dilma Roussef dans un univers de scandales dus à la corruption des gauches et des droites brésiliennes...

Mais le capitalisme latino-américain se porte encore bien. Il sut s'adapter, survivre, prospérer, corrompre voire ouvertement comploter contre les régimes roses, pendant les années de cette nouvelle gauche. Et il est ravi, comme l'Oncle Sam, des reprises du pouvoir par la droite politique du continent. Ainsi, la droite économique retrouve son pendant politique sur les scènes nationales sud-américaines, latino-américaines.

Les pays de l'Alliance du Pacifique, néolibérale et proche de Washington, dont le Pérou, le Chili, la Colombie et le Mexique en font partie, avec des orientations néolibérales diverses, retrouvent déjà l'Argentine nouvellement néolibérale, avec Mauricio Macri, récemment élu, et ne voient pas d'un mauvais œil la débâcle du PT et de Dilma Roussef, au Brésil. N'en parlons pas de leurs sympathies maintes fois exprimées pour les ennemis vénézuéliens du chavisme.

Ainsi, avec le Venezuela dans la crise interne et l'impuissance, l'Argentine avec une alternance de droite néolibérale et le Brésil avec Madame Roussef sur le départ et le pays dans l'impasse économique et politique, les pays du Mercosur sont dévitalisés et laissent la place à un nouveau alignement de tous, ou presque, à la tutelle des USA et aux programmes néolibéraux. On verra.

Seuls la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et El Salvador (sans parler bien sûr de Cuba, mais là c'est une gauche très ancienne), restent encore dans ces politiques de nouvelle gauche. Mais El Salvador et l'Équateur ont le dollar USA comme monnaie nationale, donc nous pouvons imaginer leur marge de manœuvre malgré les radicalités déclaratives. Et le Nicaragua est le pays le plus pauvre de toute l'Amérique centrale. Il nous reste donc que la Bolivie avec Evo Morales, en pleine forme, avec l'économie bolivienne – un capitalisme plurinational – sur les bons rails, rescapée de la vague rose, pour l'instant. On verra encore.

Le sujet est très ample et ces quelques lignes synthétiques ne servent qu'à donner une image d'ensemble, un état-de-lieux, et contribuer à alimenter les débats nécessaires sur les causes profondes de ces échecs. Avons-nous une petite idée des causalités ? Oui, et nous sommes convaincus que ce ne sont pas uniquement les aléas politiques de l'usure de l'exercice du pouvoir, des formes politiques et sociales d'exercice du pouvoir. Mais plutôt les modèles économiques, macroéconomiques.

Les nouvelles gauches post-guérilla n'ont pas su transformer les structures économiques des pays, les structures productives, restant surtout dans les modèles extractivistes *, primaires et exportateurs, miniers, agricoles et agro-industriels. Au fond leurs praxis ont été celles d'une social-démocratie radicale, avec un discours souverainiste. Un modèle développementiste, essayant de créer ou recréer l'État social, mais toujours dans le cadre capitaliste, essayant de le domestiquer, sans de véritables transitions vers les transformations des structures de propriété ni des modèles et structures de la production. La Révolution mexicaine attaqua dans les années 1910 ces écueils, sans les théoriser au préalable. Tout cela n'est donc pas si nouveau.

Or, dans les périodes de hausse de prix de matières premières les choses vont bien. Cela rend quand même ces modèles très, mais très, dépendants du commerce international, tiré par la Chine pendant long temps, mais cela ne suffit pas éternellement. Mais les crises de 2007-2008 sont arrivées, et patatras. La chronologie est limpide. Une correspondance existe entre la diminution des prix des matières premières et les déboires de ces régimes. Le cas du Venezuela est flagrant, le « socialisme du 21ème siècle » de Chavez était sous perfusion pétrolière, et vint 2015 et les dégringolades des prix pétroliers et... patatras définitif pour le Venezuela.

Si en plus nous constatons que la structure de la propriété capitaliste, foncière, minière, agraire et industrielle, resta presque inchangée malgré les grandes déclarations « socialistes » et anti-impérialistes, nous comprendrons pourquoi les peuples se mobilisent plus difficilement ou pas du tout pour sauver les régimes en grande difficulté, en déroute.

Mais jamais dans cet énorme ensemble latino-américain le dernier mot n'est dit en politique. Les peuples sont plutôt très politisés et l'analphabétisme inexistant ou minime, et en l'absence de conflits inter-ethniques et religieux ou de guerres interétatiques, les processus politiques peuvent ouvrir à n'importe quel moment de nouvelles voies à d'autres tentatives d'émancipation sociale et nationale. Donc, ne pas sombrer dans la désespérance ou le pessimisme s'impose aux partisans des changements profonds. Mais il faut tirer les leçons des expériences historiques. Et nous tournons les pages de l'histoire.

Et des nouvelles « chispas que encienden las praderas », les étincelles qui incendieront, qui ravageront, les prairies, pour qu'elles reflorissent à nouveau avec de meilleures herbes, peuvent éclater dans un clin d'œil, à tout moment. Mouvements sociaux et processus politiques sont liés en Amérique latine et ont une longue tradition dans un continent qui résista au conquistador espagnol ou portugais et lutta depuis la fin du XVIIIème siècle - Túpac Amaru II en 1779 - pour abattre le colonialisme espagnol. Cela a laissé forcément de traces, de traditions.

Luis F. Basurto

(1)

http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/26/la-triste-ironie-de-la-chute-de-dilma-rousseff_4988341_3232.html

(2)

http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/10/05/invectives-par-pascal-galinier_1770784_3232.html

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Luis Basurto](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Luis Basurto](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

